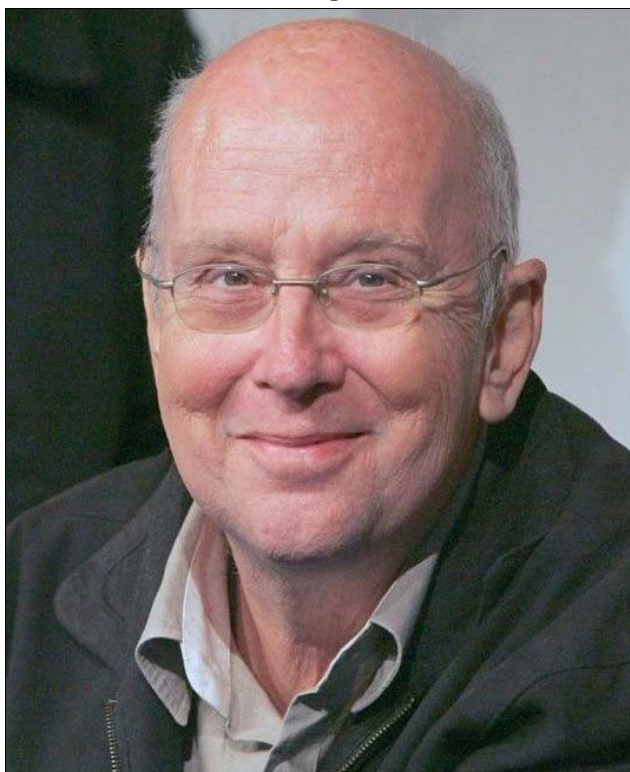


Numéro 112 - 24 août 2016

In Memoriam – Jean-Guy Allard  
**Un journaliste fidèle à la cause  
de la justice**

*In Memoriam*  
**Jean-Guy Allard**



1948 - 2016

In Memoriam – Jean-Guy Allard

• **Un journaliste fidèle à la cause de la justice**

**Le gouvernement Trudeau à fond de train dans les préparatifs de guerre**

• **Les plans de la militarisation de l'Arctique sous le contrôle des États-Unis**

- *Enver Villamizar*

## In Memoriam -- Jean-Guy Allard

# Un journaliste fidèle à la cause de la justice

C'est avec tristesse que le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a appris le décès de Jean-Guy Allard, à La Havane à Cuba le 16 août 2016, à l'âge de 68 ans. Le PCC(M-L) transmet ses sincères condoléances à sa famille ainsi qu'à ses collègues et amis.

Jean-Guy Allard est né à Shawinigan au Québec en 1948 et a travaillé comme journaliste et rédacteur au *Journal de Montréal* et au *Journal de Québec*. Après avoir pris sa retraite, il est allé vivre à Cuba où il a repris son travail de journaliste et commencé ce que son collègue et ami Jacques Lanctôt a appelé sa « deuxième vie ». Jean-Guy a commencé à travailler comme rédacteur au *Granma International*, version française, en 2001. Peu de temps après, il est passé de la traduction à ce qui est devenu sa passion : l'enquête et les reportages sur les activités du réseau terroriste basé à Miami formé de contre-révolutionnaires cubains soutenus par la CIA et sur leur mission d'attaquer la révolution cubaine et sa direction.

En plus d'écrire pour *Granma International*, Jean-Guy a été l'un des fondateurs de la publication *Cubadebate*, le créateur de *Contrainjerencia* (Contre-ingérence), un site web en appui aux victimes du bombardement terroriste de 1976 d'un avion de Cubana de Aviacion à la Barbade et à leurs familles et à la défense des Cinq Cubains, et il a contribué à nombre d'autres publications.

Quand ils ont appris la nouvelle de son décès prématuré, plusieurs de ses collègues et amis ont écrit des hommages à Jean-Guy et à son travail. Gabriel Molina, le directeur éditorial de *Granma International* qui a engagé Jean-Guy au journal, a écrit : « Nous avons vraiment besoin de quelqu'un ne provenant pas de nos rangs qui puisse prendre notre défense, d'une manière systématique et non pas circonstancielle, comme cela arrivait jusque-là. [...] Dans ses premiers articles, j'ai particulièrement apprécié la manière dont il dépeignait l'assassin Luis Posada Carriles et ses acolytes, et notamment ses révélations sur les rouages de son organisation terroriste placée sous le commandement de l'un de ses agents-mercenaires, Santiago Alvarez Fernandez Magriña. Ou l'aventure des bandits venus lancer une attaque contre notre territoire, et qui dans leur fuite en catastrophe avaient abandonné des tracts et un drapeau aux couleurs de l'organisation terroriste Alpha-66. Et l'indignation avec laquelle il dénonçait les déclarations pompeuses des criminels : 'Tout le peuple a été mitraillé. Il n'y a pas une maison qui n'ait pas un impact de balle'. » « Ses années parmi nous à *Granma international* ont été heureuses », écrit Molina. « On sentait qu'il trouvait beaucoup de plaisir dans son travail, qui s'accordait pleinement avec ses idées et ses convictions. » Molina se remémore son salut jovial, ses articles courageux, sa bonté naturelle et son attachement pour son pays natal et pour Cuba.

L'auteure et commentatrice politique américano-vénézuélienne et ancienne conseillère du président Hugo Chavez, Eva Golinger, qui a écrit conjointement avec Jean-Guy le livre *La Agresión Permanente : USAID, NED y CIA*, a rendu hommage à son ami et collaborateur comme à un journaliste qui se consacrait à la vérité, à la justice et à l'éthique. Il avait reçu un grand nombre de menaces en provenance de Miami, mais, loin de l'arrêter, écrit-elle, cela lui avait donné encore plus de conviction et de raisons pour poursuivre le travail qu'il avait entrepris.

« Jean-Guy n'avait peur de rien. Les centaines d'articles publiés sous son nom de par le monde contiennent des dénonciations puissantes et étayées des conspirations, des plans, des actions et des complots ourdis contre Cuba. Son livre *Posada Carriles, cuarenta años de terror*, qui a été publié au Venezuela en 2006, est le document qui fait autorité en ce qui a trait à l'histoire du terroriste le plus infâme d'Amérique latine, aujourd'hui protégé par les États-Unis. »

Golinger mentionne aussi le « travail remarquable sur les soi-disant ONG » de Jean-Guy, lesquelles « derrière une façade de défense des droits humains ou de la liberté d'expression se

livrent en réalité à de la subversion, de l'ingérence et de la déstabilisation ».

David Urrea, son collègue de Contrainjerencia, écrit que Jean-Guy est arrivé à Cuba comme un journaliste d'expérience qui « avait à coeur de démasquer ceux qui se camouflent derrière la soi-disant liberté de la presse pour priver de sa signification le droit d'être informé ».

La station de radio du gouvernement bolivarien du Venezuela, La Radio del Sur, a rappelé que Jean-Guy Allard a été « un grand combattant dédié à la révolution bolivarienne qui a sans cesse dénoncé l'ingérence des États-Unis dans les affaires des gouvernements progressistes de la région comme ceux du Venezuela, de l'Équateur, de Cuba et de la Bolivie ».

Parmi les livres que Jean-Guy Allard a rédigés ou corédigés on compte :

*Le dossier Robert Ménard : pourquoi Reporters sans frontières (RSF) s'acharne sur Cuba -- 2004, avec Marie-Dominique Bertuccioli*

*La filière terroriste du FBI -- 2005*

*Posada Carriles, cuarenta años de terror -- 2006*

*Washington - Miami : la conexión terrorista del FBI -- 2008 La Agresión Permanente : USAID, NED y CIA -- 2009, avec Eva Golinger*

Ces oeuvres et les nombreux autres écrits de Jean-Guy sont de vibrants témoignages de son engagement comme journaliste à dévoiler les crimes de l'empire américain contre Cuba, le Venezuela et le monde, une contribution pour laquelle il sera toujours honoré.



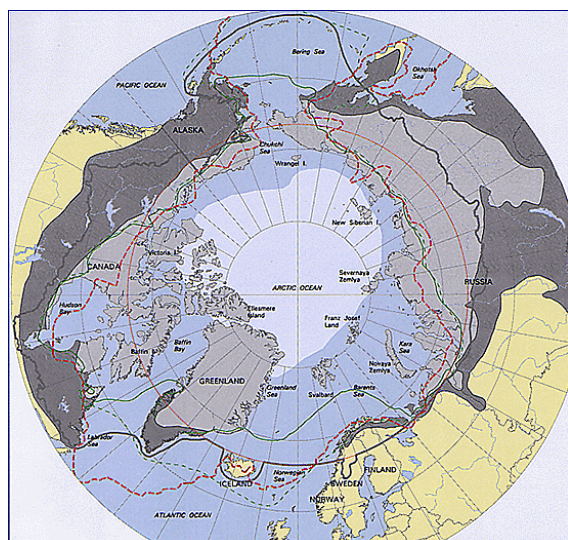
---

## **Le gouvernement Trudeau à fond de train dans les préparatifs de guerre**

# **Les plans de la militarisation de l'Arctique sous le contrôle des États-Unis**

**- Enver Villamizar -**

Alors que la présidence de Barack Obama est dans ses derniers mois, le gouvernement Trudeau au Canada met en place des dispositions pour donner aux États-Unis une position dominante dans l'Arctique. Cela est fait au nom de soi-disant valeurs progressistes comme l'intendance environnementale, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de résoudre les problèmes économiques et sociaux persistants qui touchent les peuples de l'Arctique, en particulier les Inuits et les autres peuples autochtones. Tout cela est fait pour dépolitiser les gens et ébranler leur opposition à la destruction de l'environnement naturel et social par l'impérialisme américain qui sera accélérée sous une nouvelle présidence de guerre américaine.



**Cliquer sur l'image pour l'agrandir**

Le 10 mars 2016, lors de sa visite à Washington, le premier ministre Trudeau et le président Obama ont annoncé un nouveau « modèle de leadership partagé dans l'Arctique ». Son objectif déclaré est de « saisir les occasions et relever les défis liés à l'évolution de l'Arctique » et que cela sera fait « en partenariat avec les peuples autochtones et les régions nordiques et en exerçant un leadership scientifique responsable ».

Cela se produit alors que les États-Unis assurent la présidence du Conseil de l'Arctique depuis le 24 avril 2015 (la présidence du Conseil est attribuée aux membres par rotation pour une durée de deux ans) et réaffirment leurs prétentions au contrôle de l'Arctique. Cela s'inscrit dans le contexte de l'ouverture du passage du Nord-Ouest comme une nouvelle route commerciale maritime vers et depuis l'Asie et les tentatives des États-Unis pour que ce couloir soit déclaré voie navigable internationale dans laquelle ils espèrent que leurs forces militaires et leurs monopoles de transport maritime pourront faire tout ce qu'ils veulent. Cela a lieu également au milieu des initiatives prises par les États-Unis et le Canada pour revendiquer les ressources stratégiques de l'Arctique, en particulier celles des zones revendiquées par la Russie. Dans ce contexte, les États-Unis sont également décidés à implanter leurs systèmes de défense antimissile agressifs (en particulier une nouvelle génération de capteurs pour remplacer ceux de la période de la guerre froide) et des bases d'opérations avancées dans l'Arctique canadien. Une grande partie de cela est liée aux changements au sein du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Notamment, le 15 août la commandante de NORAD, le général Lori Robinson, a visité l'emplacement d'opérations avancé du NORAD à Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest, pour « se familiariser avec les installations et les capacités de la Région canadienne du NORAD ».

### **Un changement de stratégie par rapport à celle de l'ère Harper**



Le gouvernement Harper avait des désaccords ouverts avec les intérêts particuliers représentés par le gouvernement Obama et juste après la campagne de l'élection fédérale de 2006, Stephen Harper a critiqué vivement des commentaires de David Wilkins, l'ambassadeur des États-Unis au Canada à l'époque, dans lesquels il réaffirmait la position de longue date des États-Unis que le passage du Nord-Ouest est un détroit international où la navigation

internationale avait droit de passage. Harper a déclaré : « Nous avons des plans significatifs pour la défense nationale et pour la défense de notre souveraineté, y compris l'Arctique. Nous recevons notre mandat du peuple canadien, pas de l'ambassadeur des États-Unis. »

Le gouvernement Harper a donné une grande importance à ses visites annuelles dans l'Arctique, à l'installation de bases militaires et à l'utilisation des Rangers canadiens dans l'Arctique. Des exercices militaires, les Opérations Nanook, se sont déroulés chaque année. Maintenant sous le gouvernement Trudeau un nouvel arrangement est mis en place en concertation avec le président Obama qui veut cimenter son héritage. Cela comprend l'installation dans l'Arctique canadien d'éléments de son programme de défense antimissile qu'ils utilisent pour surveiller ce qui se passe en Russie, comme le même type de capteurs auxquels le peuple de Corée s'oppose résolument à cause de leur nature agressive et du danger qu'ils posent pour l'environnement naturel.

### **Ce qu'ils disent**

Dans le cadre de ce partenariat, les deux pays poursuivront quatre objectifs :

« - Protéger la biodiversité de l'Arctique en prenant des décisions fondées sur la science ;

« - Intégrer les connaissances scientifiques et traditionnelles [sic] au processus décisionnel fondé sur la science ;

« - Bâtir une économie durable dans l'Arctique » (cela est décrit comme incluant « navigation, pêche, exploration et exploitation des ressources pétrolières et gazières, etc. ») ; et

« - Bâtir des collectivités solides dans l'Arctique » (selon les deux dirigeants, bâtir des collectivités solides dans l'Arctique est lié à la tentative d'imposer leur contrôle sur l'Arctique. Ils déclarent que « tous les peuples autochtones de l'Arctique jouent un rôle de premier plan dans le renforcement et le soutien des revendications des États Unis et du Canada en matière de souveraineté »).



Les objectifs indiqués dans le nouveau partenariat coïncident presque exactement avec ceux du rapport intitulé « La stratégie nationale pour la région de l'Arctique » que le gouvernement d'Obama a publié en 2013 dans lequel les États-Unis cherchent à affirmer leur domination sur l'Arctique au nom de veiller à la protection de l'environnement, de prendre des décisions basées sur la science en ce qui concerne l'exploration et le transport du pétrole et du gaz, et également reconnaître ce qui est appelé le « savoir indigène ». Cette stratégie est présentée comme contraire à celle du gouvernement Bush qui déclarait ouvertement que l'Arctique était essentielle pour la sécurité nationale États-Unis, défendait l'implantation de bases de défense antimissile et la libre circulation de ses forces armées militaires dans et sous l'Arctique. Avec la stratégie pour la région de l'Arctique du gouvernement Obama, les États-Unis continuent d'affirmer que l'Arctique est essentielle à leur sécurité nationale et, notamment, exigent la liberté de circulation de leurs forces militaires dans et sous l'Arctique.

Cependant, cela reste caché et tout le discours porte sur la conservation et l'environnementalisme afin de camoufler les objectifs de militarisation de la région et l'occupation accrue des États-Unis.

Avec le lancement de ce « nouveau partenariat », le gouvernement Trudeau veut aussi assurer la libre circulation des forces armées des États-Unis dans l'Arctique canadien. C'est précisément ce que tout le discours sur l'intendance environnementale vise à camoufler.

## **Le Canada vise les Inuits**

Dans le cadre du « nouveau modèle de leadership », le Canada met l'accent sur les relations avec les Inuits et les autres Premières Nations. Le 5 août, la ministre des Affaires autochtones et du Nord, Carolyn Bennett, a annoncé la nomination de Mary Simon, un chef de file inuite, à titre de représentante spéciale de la ministre. Mary Simon sera responsable de « diriger la mobilisation » pour « la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre de la Déclaration conjointe du Canada et des États-Unis sur le climat, l'énergie et le rôle de leadership dans l'Arctique » et fournira des conseils au gouvernement du Canada concernant l'élaboration d'un « nouveau modèle de leadership partagé dans l'Arctique ». [1]

Il semble que Simon a été chargée d'amener les autres dirigeants Inuits à s'entendre pour donner un plus grand rôle aux États-Unis dans leurs territoires en échange de discussions sur les problèmes des peuples qui vivent dans l'Arctique -- ce qui s'annonce comme certainement plus facile à dire qu'à faire.[2]

## Opposons nous à la militarisation de l'Arctique par les États-Unis !

L'intendance environnementale, la conservation et le développement des ressources naturelles afin de servir les gens qui vivent dans l'Arctique ne nécessite pas l'intervention des États-Unis. Pour les Canadiens, l'État étasunien signifie la destruction nationale et la guerre et son discours sur l'environnement le profit maximum pour ses monopoles de ce qui est appelé les « industries vertes ». L'armée américaine est le plus gros pollueur du monde : elle détruit volontairement l'environnement naturel et social pour affirmer la domination impérialiste américaine. Les États-Unis sont un pays arctique à cause de leurs revendications sur l'Alaska ; cependant, sous couvert de la protection de l'environnement, ils se voient donner un rôle direct en territoire canadien sans que le peuple canadien ait un mot à dire.

Les territoires arctiques sont occupés par les États-Unis (Alaska), le Canada, le Danemark, la Russie et le Groenland. Les Inuits ont vécu là depuis des temps immémoriaux. Ils ont le droit de décider de l'avenir de leurs terres. Les libéraux ont conclu un « nouveau modèle de leadership » avec les États-Unis dans le dos des peuples de l'Arctique qui maintenant sont censés accepter ces arrangements après coup et se « mobiliser ». Cela n'effacera jamais le droit des Inuits de décider ce qui se passe sur leur territoire.

L'installation de missiles, de capteurs et de dépôt de matériel militaire des États-Unis va à l'encontre de ce que veulent ceux qui vivent dans l'Arctique et ils ne vont certainement pas l'accepter en échange de la construction des routes, des écoles ou des hôpitaux ou autres infrastructures dont ils ont désespérément besoin. Ils se sont opposés résolument au rôle destructeur de l'impérialisme américain sur leur territoire, notamment les essais de missiles de croisière américains dans le passé. Cette résistance va ressurgir aujourd'hui si les États-Unis tentent d'installer leurs bases de missiles ou de capteurs dans la région.



Par les « consultations » et la « mobilisation », le gouvernement libéral cherche à se présenter comme ayant une meilleure approche pour l'Arctique et les Premières Nations partout au Canada que le gouvernement Harper, qui n'a consulté personne ni même essayé d'obtenir un consentement. L'approche des libéraux ne donnera pas de légitimité à ce que les États-Unis planifient. Embarquer ceux qui vivent dans l'Arctique dans des discussions sur la façon de permettre aux États-Unis d'utiliser leurs territoires à leurs propres fins, c'est ce à quoi les libéraux espèrent arriver mais cela ne va que se retourner contre eux.

## Faisons du Canada une zone pour la paix !

Toutes les personnes éprises de paix s'opposent à la militarisation de l'Arctique. La militarisation des territoires revendiqués par le Canada dans l'Arctique, que ce soit par les États-Unis, le Canada ou les deux, ne sert ni les intérêts de ceux qui y vivent ni la cause de la paix en général. Elle contribue à la destruction de l'environnement naturel et conduit à une militarisation et une rivalité

accrues--les conditions de guerre. Prétendre, comme le font les libéraux, que l'on peut concilier la protection de l'environnement dans l'Arctique avec l'exigence des États-Unis de liberté de mouvement pour leurs forces armées dans l'Arctique est une imposture méprisable.

## Notes

1. Mary Simon est l'ancienne présidente de l'Inuit Tapiriit Kanatami, l'organisation inuite nationale (2006-2012). Elle a occupé plusieurs postes importants pour le gouvernement canadien et au sein des organisations inuites. Mary Simon a été présidente de la Société Makivik (l'organisme chargé des revendications territoriales des Inuit du Nunavik), présidente du Conseil circumpolaire inuit, ambassadrice canadienne aux affaires circumpolaires et ambassadrice canadienne au Danemark. Mme Simon a également dirigé les négociations du Canada durant la création du Conseil de l'Arctique, qui regroupe huit pays, au milieu des années 1990.

Mme Simon est la coprésidente du conseil d'administration de l'organisme nommé « Les Canadiens pour un nouveau partenariat ». Cet organisme a été créé en 2014 et un de ses porte-paroles principaux a été Paul Martin. Il a été créé avant la dernière élection fédérale pour faire une question électorale de l'augmentation des programmes de financement des Premières Nations et des Inuits et de l'injustice du traitement des Premières Nations et de la nécessité de l'« équité ». Son conseil d'administration compte de nombreux membres de l'Ordre du Canada et des gens importants de l'État canadien comme les anciens premiers ministres Paul Martin et Joe Clark et le juge Frank Iacobucci. Son fondateur, Stephen Kakfwi, un ancien premier ministre des Territoires du Nord-Ouest et le président de la Nation des Dénés des Territoires du Nord-Ouest, a dit qu'il a créé l'organisme en réponse à l'émergence du mouvement Idle No More - Jamais plus l'inaction. Cela montre comment ces organismes sont créés grâce aux efforts déployés par les milieux dirigeants dans le but de saper les mouvements politiques indépendants du peuple et les amener à renoncer à leurs propres initiatives en échange du remplacement de « mauvais chefs » comme Harper, par de « bons leaders » comme Trudeau à qui on demande ensuite d'être « juste ».

2. En sa qualité de représentante spéciale de la ministre, Simon rencontrera les gouvernements territoriaux, des gouvernements autochtones et des organisations représentatives des Inuit, des Métis et des Premières Nations, des organisations responsables des revendications territoriales et des conseils de cogestion, des organisations non gouvernementales, des jeunes et des organisations qui les représentent, des scientifiques (p. ex. domaine maritime, climat), des chercheurs et des organismes de recherche et l'industrie. Elle s'appuiera sur « une approche collaborative » pour promouvoir un modèle de leadership partagé dans l'Arctique. Dans son mandat, il est souligné que « étant donné le statut constitutionnel des accords sur les revendications territoriales globales (traités), la mobilisation des organisations de revendication territoriale sera au cœur du processus ». Dans ce cas-ci, cela veut sans doute dire amener les Inuit à abandonner ou à « moderniser » leurs revendications territoriales afin de faciliter la « collaboration », c'est-à-dire faire une place aux États-Unis dans l'Arctique canadien.

*(Présenté au Séminaire sur la situation nationale et internationale tenu par le Parti communiste du Canada (Marxiste-Léniniste) le 14 août 2016 à Ottawa.)*



---

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@pccml.ca](mailto:redaction@pccml.ca)**